

Chapitre 3 – Du Premier Empire à la veille du premier conflit mondial.

L'empire et la Restauration :

- **Le Code Civil** : création en 1804, par **Napoléon**, instauration du divorce en même temps que le mariage civil en 1792, le Code renforce la famille « **officielle** ». Le mari décide de tout, il est le seul à avoir l'autorité sur les enfants. Il gère les biens du ménage et décide du logement. Le retour du « **droit des pères** ». Les hommes occupent l'espace public, les cafés, les clubs, réunions, conférences mais les femmes sont cantonnées à l'espace privé, domestique, sortent peu sauf pour aller à l'église, et reçoivent dans leur salon. Les femmes du peuple sont souvent dans la rue, à faire les courses, au lavoir pour les lessives entre femmes. Mise en place de lycées pour les garçons. Les filles des légionnaires ont le droit de s'instruire dans un établissement scolaire.

- **La révolution de 1830** : à cette période on interdit même le divorce, mise à l'écart des femmes pendant la Restauration. Cela dure jusqu'à la Révolution celle dite des « **Trois Glorieuses** ».

→ **La Liberté guidant le peuple**, Eugène Delacroix, 1830, Musée du Louvre : allégorie de la Liberté, cela illustre également le rôle des femmes sur les barricades, une femme figurée de manière combattante, ce qui constitue une rupture, une représentation qui déplaît par rapport à ce qui se faisait habituellement.

- Une œuvre qui a probablement été inspirée par un poème de **Auguste Barbier**.
- **Contexte de la crise** : Une insurrection qui cherche à mettre en place la République est récupérée par les Orléanistes qui conseillent fortement à **Charles X** de partir et placent leur candidat avant que la crise ne s'approfondisse. **Charles X**, frère de **Louis XVI** et de **Louis XVIII**, s'enfuit à Londres et Louis-Philippe qui se proclame roi, qui adopte le drapeau tricolore monte sur le trône. Il s'efforce d'éteindre l'insurrection après en avoir profité, mais l'effervescence continue. Soutenue par une grande liberté d'expression, la question de l'émancipation des travailleurs, du peuple en général et des femmes fait l'objet de débats. C'est là qu'interviennent les socialistes utopistes.

- **Les Saint-simoniennes** : **Charles Fourier** propose une société idéale, où les femmes seraient les égales des hommes, émancipées, ne travaillant que pour la communauté, dans les phalanstères (communauté, association de travailleurs) la liberté sexuelle est affirmée + partage des tâches domestiques.

- **Prosper Enfantin** partisan des théories du philosophe Saint-Simon ⇒ une société égalitaire entre les sexes, la liberté des mœurs, suivi par de nombreuses femmes, dont **Eugénie Nboyet**. Inspirés de la phraséologie de l'idéologie catholique, les précurseurs du catholicisme social. Des conférences à Ménilmontant, appelées les « **prédications** », les femmes y sont intégrées depuis le tout début de la hiérarchie du mouvement. **Écrivant dans le journal Le Globe**, mais en 1831, elles sont exclues des instances dirigeantes et le « **Père** » Enfantin déclare qu'elles ne peuvent plus répandre la « **parole** » du mouvement. Les femmes qui font partie de ce « mouvement » réagissent en créant leur propre journal **La Femme libre**, qui paraît de 1832 à 1834. Des ouvrières, souvent dans la confection, des lingères, mais quelques unes viennent de milieux plus aisés. Dans les revendications on y trouve : la libération de la domination maritale, la libération politique et sociale passe par le droit au divorce. Cela passe par l'instruction des femmes, par le fait de les convaincre, de défendre leurs droits comme le dit **Ulliac Dudrezene** dans le journal **Le Conseiller des femmes** en 1833 : « **C'est à nous femmes de prouver nos droits, de répandre l'instruction, ainsi s'établira par la force des choses une émancipation réelle** ».

- En 1837, **Flora Tristan** fait une pétition qui manque de se transformer en loi à cause du refus de la chambre des pairs. Pour protester contre l'obligation créée par le Code civil de porter le nom du mari, les saint-simoniennes signent souvent de leur seul prénom.
- La **loi Guizot** de 1833 oblige les communes de plus de 500 habitants à créer des écoles de garçons, elles réagissent aussi et font une pétition publiée par le journal **Le Globe** demandant à créer une école normale d'institutrice qui pourra former les enseignantes pour instruire les jeunes filles.

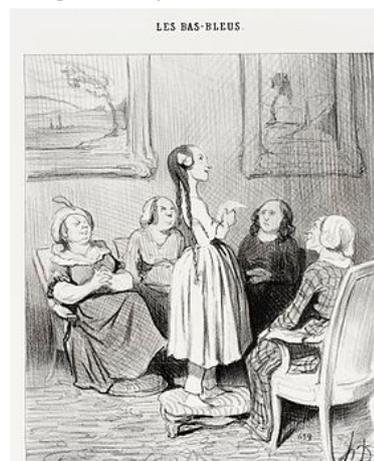
- Il y a des écoles – certaines sont publiques – mises en place par des congréganistes, des femmes organisées en ordre religieux.
- Une ordonnance de 1836, définit le fonctionnement des écoles de filles, publiques ou privées, le recrutement des institutrices, la surveillance de ces établissements par des inspectrices, mais laisse le libre choix d'ouvrir ces écoles aux communes, et de même les départements peuvent prendre l'initiative de créer des écoles normales qui formeront les institutrices.

La révolution de 1848

- Après l'abdication de **Louis-Philippe** en février, la France redevient une République. En mars, le suffrage universel est proclamé : tous les hommes de plus de 21 ans peuvent voter. Il s'agit donc d'un suffrage universel masculin. En décembre, **Louis-Napoléon Bonaparte** est le premier président de la République, une innovation.
- Les femmes ont participé aux manifestations, aux barricades, elles ont réclamé le droit au travail, la liberté et l'égalité, mais malgré cela, le décret du 16 mars 1848 définit le citoyen comme étant « **tout Français en l'âge viril** » c'est-à-dire de plus de 21 ans.
- En ce qui concerne le travail des femmes, elles sont intervenues dès février à Paris pour demander des Ateliers nationaux pour les femmes. **Louis Blanc** qui a créé ces Ateliers pour régler la question du chômage à Paris, les met en place en avril.
- Les saint-simoniennes réapparaissent dans ce mouvement révolutionnaire et républicain qui suscite plein d'espérances : **Jeanne d'Héricourt** crée la Société pour l'émancipation des femmes et demande par pétition l'abrogation du Code civil et le droit au divorce, **Eugénie Boyet** crée le journal *La Voix des femmes*, qui va jouer un rôle important, puis en avril le *Club des femmes* qui réunit notamment **Désirée Gay** et **Jeanne Deroin**, pour revendiquer l'instruction et le droit au travail pour les femmes, organiser des conférences sur ces thèmes et la solidarité entre les femmes.
- Les saint-simoniennes décident alors de faire appel à **George Sand** et essaie de la propulser comme candidate à l'assemblée, s'appuyant sur sa notoriété et sa proximité avec le gouvernement provisoire. Elles écrivent dans *La Voix des femmes*, le 6 avril 1848 :

« Est-il besoin de le dire, le représentant qui réunit nos sympathies, c'est le type un et une, être mâle par la virilité, femme par l'intuition divine, la poésie. Nous voulons nommer Sand, qui est puissante et n'effraie personne, c'est elle qu'il faut appeler par le vœu de toutes au vote de tous. En appelant Sand à l'Assemblée, les hommes croiront faire une exception : ils consacreront le principe et la règle. »

- Mais celle-ci refuse et même, dans un courrier adressé au journal *La Réforme* s'offusque que des femmes qu'elle ne connaît pas, et dont elle ne partage pas les idées, la proposent à ce poste dont elle ne veut pas : « **...Un journal rédigé par des dames a proclamé ma candidature à l'Assemblée nationale. Si cette plaisanterie ne blessait que mon amour propre en m'attribuant une prétention ridicule, je la laisserais passer, comme toutes celles dont chacun de nous peut devenir l'objet..** »
- Cet extrait montre l'isolement des « **femmes de 1848** » malgré leur presse, leurs pétitions, les réunions publiques qu'elles organisent. Un cercle assez restreint. Dont elles sont l'objet d'attaques nombreuses, dont celles de **Daumier** qui se moque des militantes dans plusieurs séries de gravures publiées en 1848-1849 : *Les Femmes socialistes*, *Les Bas bleus*,



Les
Divorc
euses
...



- Une série de publications antiféministes apparaissent, comme la pièce de théâtre *Les Femmes Saucialistes*. Cette période se clôt dans un premier temps par la fermeture du Club des femmes le 6 juin 1848. Puis, le 28 juillet, après la répression de juin, toute participation à un club ou à un débat public est interdite aux femmes qui sont ainsi explicitement exclues de la vie politique.
- Les journées de juin, du 22 au 26 juin 1848, aboutissent à l'arrestation de centaines de femmes du fait de leur participation aux barricades, 300 seront jugées sur un total de 20 000 prévenues. Eugénie Niboyet quitte Paris, Jeanne Derooin, et Désirée Gay fondent le journal *L'Opinion des femmes* (qui va durer un an) et se lient aux socialistes, dont certains comme Jean Macé soutiennent leur cause, ce qui aboutit à une polémique avec Joseph Proudhon, précurseur de l'anarchisme, militant ouvrier et révolutionnaire.
- En 1849, Jeanne Derooin, s'appuyant sur le fait qu'aucun texte ne déclare les femmes inéligibles, se présente aux législatives au nom du Comité démocratique-socialistes : « **Une assemblée législative entièrement composée d'hommes est aussi incompétente pour faire les lois qui régissent une société composée d'hommes et de femmes que le serait une assemblée entièrement composée de privilégiés pour discuter des intérêts des travailleurs, ou une assemblée de capitalistes pour soutenir l'honneur du pays.** »
- L'exclusion de la vie politique a pour conséquence le repli des militantes sur des associations à but éducatif ou de solidarité entre femmes. Arrestations de plusieurs dizaines de femmes en mai 1850, accusées d'être membres d'associations politiques socialistes.
- En 1851, l'Assemblée législative interdit aux femmes de faire des pétitions. Ainsi, se met en place une « **démocratie exclusive** ».
- Concernant l'éducation des filles, la IIe République vote en 1850 la loi Falloux qui comporte un chapitre consacré aux écoles de filles.
- Les institutrices des congrégations continuent à bénéficier du privilège de la lettre d'obédience, délivrée par la congrégation, qui les dispense de passer le brevet de capacité → soumission au « *parti cléricale* » est dénoncée par Victor Hugo (député) dans un discours à l'Assemblée.

Le Second Empire

- Le Second Empire se met en place après la répression contre les ouvriers et les femmes des années 1848-1850, les femmes restent en retrait de la vie politique à ce moment là.
- L'industrialisation naissante pose la question du travail des femmes à l'usine. Le modèle le plus répandu est celui de l'homme qui travaille tandis que la femme reste à la maison, s'occupant de son ménage et de ses enfants.
- Le travail des femmes à l'usine impose un nouveau système familial, où la femme épuisée continue à s'occuper de son ménage, les enfants sont moins surveillés, envoyés également à l'usine très tôt.

- Les femmes pénètrent peu dans la chimie ou le bois, très difficilement dans la métallurgie, il faudra attendre la guerre de 14-18 pour que les ouvrières entrent dans les usines automobiles.
- Elles récupèrent les postes les moins mécanisés, ont rarement accès à des formations et ont des salaires inférieurs, même à travail égal, des salaires qui sont considérés par l'employeur comme un salaire d'appoint. Les syndicats ouvriers s'opposent au travail des femmes, considérées comme des concurrentes, ils réclament un « *salaire familial* », c'est-à-dire suffisant pour faire nourrir la famille.
- Flora Tristan s'insurge contre la faiblesse des salaires des femmes, qui rend la situation des femmes seules épouvantable, proche de la misère, les précipitant vers la prostitution.
- Au cours du siècle, des lois limitent le travail des enfants, l'interdisent à des âges de plus en plus élevés afin de favoriser l'école d'une part et aussi de lutter contre ce phénomène qui paraît inhumain à beaucoup d'observateurs ☒ cela prive les familles de revenus, mais en contrepartie cela accroît la pression sur les employeurs et cela contribue à la baisse de la natalité.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

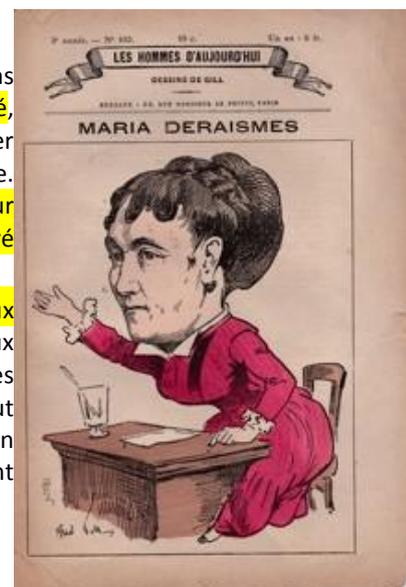
- La crainte des ouvriers que les femmes soient des concurrentes n'est pas fondée : les femmes n'ont pas les mêmes emplois que les hommes etc.
- En 1866, le Congrès de l'Internationale se tient à Genève, il admet certes la présence des femmes, mais la section française s'oppose au travail des femmes.
- Dans la famille ouvrière, l'homme met parfois un point d'honneur à ce que sa femme ne travaille pas.

☒ **Machine à coudre H. Vigneron, Lithographie, 1885** : une publicité qui décrit un univers féminin où plusieurs générations cohabitent dans la bonne humeur, la modernité se mêle à la tradition, où la femme est représentée comme la reine de son propre foyer, un foyer prospère comme le montrent les habits neufs et colorés. La réalité est toute autre, épuisement de la couturière à domicile, pour un employeur qui paie très peu, travaillant parfois la nuit, peinant à rembourser l'argent qui a servi à acheter la machine. À la fin du siècle, 1/3 des femmes actives travaillent à domicile.....

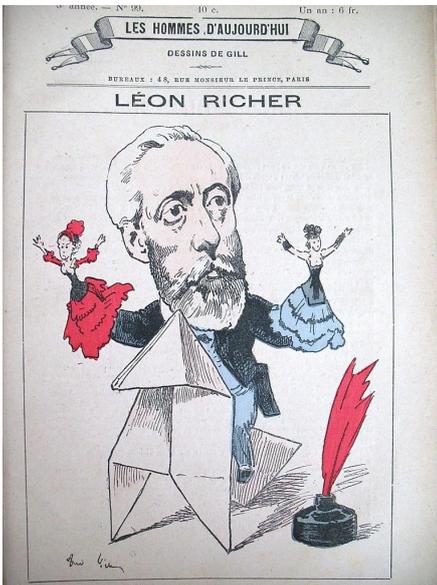
L'éducation des filles

- Certaines revendications pour l'égalité homme-femme aboutissent dans l'éducation à la fin de l'Empire. En 1861, une institutrice, Julie-Victoire Daubié, titulaire du brevet de capacité, est la première femme autorisée à se présenter au Baccalauréat, à l'avoir dès le premier essai et à devenir ensuite étudiante. Mais, l'enseignement en direction des filles est beaucoup trop insuffisant pour leur permettre d'arriver au niveau du baccalauréat qui est un diplôme délivré par l'université.
- La loi Duruy du 10 avril 1867 a pour but de réparer les défauts de la loi Falloux dans le domaine de l'éducation des filles. Victor Duruy, dans une circulaire aux recteurs du 30 octobre 1867, les convainc de son projet de créer des écoles secondaires pour filles sans qu'il n'en coûte rien à l'État, en faisant tout simplement payer les familles, en demandant des salles aux municipalités, en appliquant le programme (certes adapté) des écoles de garçons et en utilisant leurs professeurs.

Le réveil des féministes à la fin du Second Empire



- Les idées féministes sont popularisées à la faveur de ce qu'on a appelé la période libérale de l'Empire.



- Les femmes ont le soutien de certains républicains qui défendent leurs idées, et particulièrement les franc-maçons dont **Léon Richer** (« père du féminisme » selon **Hubertine Auclert**) qui travaille souvent avec **Maria Deraismes**, auteure féministe, franc-maçonne.

☞ *Léon Richer caricaturé comme un manipulateur de femmes (1882) et Maria Deraismes qui fait partie des « Hommes d'aujourd'hui » en posture de conférencière (1880).*

- En 1868, le journal libéral *L'Opinion nationale*, publie un manifeste appelant au suffrage des femmes, il est signé **Paule Minck**, **André Léo** (pseudo d'une adhérente de l'AIT), **Maria Gagneur**, **Adelaïde Collet** et **Clarisse Reclus** (épouse du géographe **Elisée Reclus**).

La Commune de Paris

- Nombre de femmes participent à la Commune de Paris, parfois les armes à la main, plusieurs furent exécutées, d'autres furent arrêtées et condamnées à la déportation comme **Louise Michel** envoyée en Nouvelle Calédonie.
- La presse versaillaise crée le mythe des « pétroleuses », des femmes qui auraient mis le feu aux bâtiments lors de la semaine sanglante. Ce qualificatif est une nouvelle appellation péjorative (après les tricoteuses et les furies de guillotine) envers les femmes qui s'engagent dans les révolutions, il vise à les transformer en monstres envers lesquels il n'y aurait aucune pitié possible, il cherche à convaincre que la Commune est le contraire de la civilisation, qu'elle a perverti non seulement les hommes mais aussi les femmes, il justifie l'extrême violence de la répression.
- **Même sous la Commune, l'égalité des femmes n'est pas obtenue.**

Le premier féminisme sous la IIIe République

- L'expression « féministe » peut s'appliquer à partir des années 1870 pour caractériser le mouvement des femmes pour l'égalité des droits civiques (auparavant, on pourrait parler de proto-féminisme) mais elles-mêmes ne s'appellent pas comme cela : le mot est lancé par **Alexandre Dumas** fils en 1872, avec un sens péjoratif.
- Sur le mot « féminisme », **Michelle Zancarini-Fournel** explique le point de vue de Florence Rochefort (1998) qui « souligne qu'il faut bien faire la distinction entre le féminisme (la théorie politique), les féministes (les individus, femmes et hommes) et le mouvement féministe (l'organisation collective). »
- En 1871, **Julie Daubié** la première bachelière, crée l'Association pour le suffrage des femmes. Signe d'une évolution des mentalités, les militantes de l'égalité des droits sont moins isolées comme l'atteste en 1872 une lettre de **Victor Hugo** à **Léon Richer**.
- Le combat féministe se recentre sur le droit au suffrage sous l'impulsion d'**Hubertine Auclert**, une féministe, la première à assumer le terme de féministe en 1882. Elle rejoint l'Association pour le droit des femmes qui devient en 1877 la Ligue française pour le droit des femmes, avec **Léon Richer** et **Maria Deraismes**, auxquels s'ajoute le soutien de **Victor Hugo**.

- En 1879, elle fait voter au congrès ouvrier de Marseille une motion sur l'égalité des hommes et des femmes, « **au nom de 9 millions d'esclaves** » à la suite, le parti socialiste présente une candidate aux élections municipales à Paris qui obtient 4 % des voix.
- En 1881, elle fonde son propre journal, l'hebdomadaire *La Citoyenne*, défile avec une banderole avec crêpe noir le 14 juillet, et appelle au boycott du recensement : « **Si on ne compte pas, pourquoi nous compte-t-on ?** » dit-elle dans son journal.
- De 1888 à 1893, elle vit en Algérie où elle mènera une enquête sur les femmes arabes qui sera publiée. À son retour, elle reprend le combat et écrit dans le journal *Le Radical* une chronique hebdomadaire. En 1901, elle fait une pétition pour le droit de vote des veuves et des célibataires qui devient un projet de loi qui ne sera pas approuvé.
- Dans l'éducation, les lois scolaires de Jules Ferry sont votées en 1881 (gratuité) et en 1882 (école obligatoire et laïque), le brevet de capacité devient obligatoire, même pour les religieux, qui sont d'ailleurs exclus de l'enseignement en 1886.

Féminisme et partis politiques

- Les groupes socialistes, qui ne sont pas encore rassemblés en un parti, sont les plus proches des féministes. Ils affirment l'égalité des sexes, mais ils sont réticents à demander le droit de vote pour les femmes.
- En 1906, Madeleine Pelletier réussit à faire voter une motion au congrès socialiste demandant que les députés fassent un projet de loi et le proposent à la Chambre. Jean Jaurès, Jean Allemane, Marcel Sembat sont favorables à cette idée, mais à la base, de nombreux militants sont encore réticents.
- Les groupes radicaux sont beaucoup plus hostiles, mis à part des personnes comme Ferdinand Buisson ou Cécile Brunschwig.
- A droite, la part des hommes favorables au vote des femmes est encore plus maigre. A partir de 1906, la journaliste Séverine écrit toutes les semaines dans le journal *Nos Loisirs*, diffusé à 500 000 exemplaires. En 1910, elle commente la loi électorale qui exclut les femmes.
- Sous la législature 1910-1914, les choses commencent à bouger : 238 députés sur 591 sont favorables au vote féminin, ce qui fait 40%, preuve que les idées ont bien évoluées depuis les débuts de la IIIe République.
- **L'exemple étranger compte aussi** : La Nouvelle-Zélande donne le droit de vote aux femmes en 1893, l'Australie en 1901, la Finlande en 1906, La Norvège en 1913.
- Un vote blanc sur la question du suffrage des femmes est organisé en mai 1914 par *Le Journal* et la *Ligue Nationale* pour le vote des femmes (créée par Judith Ducret-Metsu en janvier 1914) il reçoit plus de 500 000 bulletins pour et 114 contre, c'est le signe d'un écho important de la cause parmi les femmes qui ne sont pas militantes.
- La manifestation de juillet 1914 en mémoire de Condorcet réunit 6000 femmes à Paris qui vont déposer des fleurs sur la tombe du révolutionnaire, preuve de la force du mouvement féministe, de sa capacité à mener des actions communes et à rallier des hommes. Mais la guerre arrive en août et les féministes cessent leur combat sur cette belle lancée. Les élections sont de façon reportées après la guerre, mais surtout les féministes se rallient rapidement à l'Union sacrée ce qui va avoir des conséquences sur le mouvement féministe international.